

## **En défense de la morale prolétarienne**

### **Déclaration à propos des accusations graves contre le PSTU, la CSP-Conlutas et la LIT-QI**

Un courant politico-syndical au Brésil, *Unidos para lutar* (Unis pour la lutte), dirigé par le CST, qui fait partie de l'UIT, formule une grave accusation contre le PSTU et contre CSP-Conlutas de ce pays, ainsi que contre notre courant international, la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale).<sup>1</sup>

A croire le CST, les militants de ces organisations auraient formé une liste d'opposition (liste 2) dans le syndicat des travailleurs de la chimie à San Jose dos Campos (Brésil) avec le soutien des patrons, pour tenter d'évincer un courant « de classe » (la liste 1, de *Unidos para lutar*) de la direction du syndicat. Qui plus est, ces militants se seraient adressés à la justice, de concert avec les patrons de la multinationale Johnson & Johnson, pour demander le licenciement de cinq salariés.

Nous ne pouvons pas croire que ces allégations soient vraies, mais nous ne pouvons pas l'exclure à l'avance. Il y a une seule façon de connaître la vérité : faire une enquête approfondie. C'est ce que nous avons fait, et nous l'avons fait avec la conviction que, si les allégations s'avéraient être vraies, nous irions défendre l'expulsion de ces traîtres de nos rangs.

Suite à l'enquête, nous avons constaté que toutes les allégations étaient complètement fausses. Nous sommes donc confrontés à un nouveau cas de diffamation.

#### **Les résultats de notre enquête**

##### **a) Une « liste du PSTU / LIT » qui n'a jamais existé**

Notre enquête nous a menés de surprise en surprise. La première a été la découverte que la prétendue « liste des traîtres du PSTU et de la LIT » n'existait pas. En effet, dans ces élections syndicales, il n'y avait pas de liste du PSTU / LIT.

La deuxième surprise a été la découverte, qu'en réalité, les deux listes qui ont participé aux élections étaient issues d'une division de la direction du syndicat dirigé par *Unidos para lutar*, au point que, dans les deux listes, il y a des militants du PSOL (le parti du CST, qui se trouve à la tête de *Unidos para lutar*).

##### **b) Une lutte antibureaucratique au sein du syndicat Unidos, qui a bel et bien existé**

Le Syndicat des travailleurs de la chimie de San José dos Campos est dirigé depuis de nombreuses années par le courant CST (PSOL) qui, après la rupture avec CSP-Conlutas en 2010, c'est affilié à *Unidos para lutar*.

Ces dernières années, un certain nombre de dirigeants syndicaux ont commencé à remettre en question la majorité de cette direction, à cause de son comportement de plus en plus bureaucratique, et c'est ce qui a donné lieu à deux listes lors des élections.

En tant que direction de la LIT, nous ne sommes pas au courant de tous les détails de cette lutte qui a eu lieu au sein de *Unidos para lutar*, mais il y a plusieurs faits qui indiquent que la principale critique de l'opposition était correcte, et l'est toujours. Voici quelques faits :

*Premièrement* : La direction accuse l'opposition d'être alliée au patron, d'être des traîtres, etc. Cette accusation pourrait être vraie, mais si c'était le cas, pourquoi n'a-t-elle pas été formulée quand tous étaient ensemble dans la même direction du syndicat ? Pourquoi ces

allégations sont-elles apparues à la veille des élections ?

*Deuxièmement* : Durant la campagne électorale, la liste 2 (opposition) a présenté une plainte grave : afin de prendre le contrôle de l'argent du syndicat, la majorité de la direction aurait changé le trésorier (en y mettant un militant de la CST) et elle aurait, pour ce faire, rédigé un faux compte-rendu d'une assemblée qui n'avait pas eu lieu.

La majorité de la direction n'a pas répondu à une accusation si grave.

*Troisièmement* : Face aux accusations de la part de la majorité de la direction du syndicat, l'opposition a défendu une proposition très simple : « **Assemblée maintenant, pour rétablir la vérité !** »

Si la majorité de la direction du syndicat était de classe, de lutte et démocratique, comme elle le prétend, pourquoi a-t-elle refusé de convoquer une assemblée, afin que ce soit la base qui décide qui sont les traîtres ?

### **c) La question des licenciements**

Les patrons se sont adressés à la justice pour demander que seulement 14 délégués aient la sécurité de l'emploi (auparavant, ils étaient 41) et elle a eu gain de cause, ce qui a donné lieu au licenciement de 5 délégués.

Il était facile pour les patrons d'avoir gain de cause, car le syndicat n'a pas déposé correctement le recours (il l'a déposé après le délai légal). Ils ont donc pu licencier 5 délégués du syndicat qui ne figuraient pas sur la liste des 14 délégués avec stabilité, liste établie par la juge.

Pour tenter d'annuler les licenciements, le syndicat a mis les 5 licenciés sur la liste des 14, ce que la juge a accepté. Les 5 syndicalistes ont donc été réintégrés, mais, par la suite, les patrons ont présenté un recours en annulation de cette décision de la juge, et les délégués réintégrés ont donc de nouveau été licenciés.

Il semble incroyable que le syndicat ait commis une si grosse erreur de procédure, avec de graves conséquences politiques. Mais plus étonnant encore est le fait que la majorité du syndicat, au lieu de reconnaître son erreur, s'est mise à rendre l'opposition, le PSTU, le CSP-Conlutas, et même la LIT, responsable des licenciements.

### **d) Que viennent faire le PSTU, la CSP-Conlutas et la LIT-QI dans cette histoire ?**

Tout a commencé quand un groupe de travailleurs de la chimie s'est dirigé vers CSP-Conlutas pour dénoncer les abus de la majorité de la direction du syndicat et que CSP-Conlutas, après avoir analysé la situation, leur a donné son soutien.

Cependant, notre enquête sur l'incident nous a fait découvrir, également dans ce domaine, quelque chose de surprenant.

Nous avons cru que le PSTU et CSP-Conlutas avaient proposé de former une liste d'opposition et que cela avait attiré les foudres de la majorité de la direction. Mais ce n'était pas le cas.

Face à l'offensive des patrons (qui avaient obtenu au tribunal la réduction du nombre de délégués avec stabilité), CSP-Conlutas a proposé à l'opposition d'essayer de construire une liste unitaire, élue de façon démocratique à la base, afin de faire face avec davantage de force aux patrons ; cette liste devait être élue dans une convention de base, ou même lors d'une élection primaire dans les usines.

Le courant CST / Unidos n'a même pas répondu à cette proposition. Par contre, il a appelé en dernière minute à une assemblée, avec barbecue et de la bière aux frais de la

caisse syndicale, et lors de cette « assemblée », il a fait voter l'anticipation des élections, sans liste unitaire. Deux jours plus tard, il a inscrit la liste 1, dont étaient écartés tous ceux qui avaient fait des critiques (15 camarades de la direction du syndicat). Il ne restait donc plus d'autre alternative à l'opposition que d'enregistrer la liste 2, qui a adhéré à CSP-Conlutas.

**e) La prétendue « collaboration avec les patrons » du PSTU, de CSP-Conlutas et de la LIT, pour licencier 5 délégués.**

L'aspect le plus sordide de la campagne de calomnies de la majorité de la direction du syndicat concerne la collaboration présumée du PSTU, de CSP-Conlutas et de la LIT avec les patrons de Johnson & Johnson pour licencier 5 délégués syndicaux.

L'attitude de la majorité de la direction de placer les 5 délégués sur la liste des 14, pour essayer d'annuler leurs licenciements, a provoqué beaucoup d'indignation, car le fait de placer ces 5 délégués sur la liste des 14 délégués stables signifie retirer de cette liste 5 autres camarades qui, en perdant leur stabilité, pourraient être licenciés à tout moment.

Dans une telle situation, on ne pouvait pas exclure l'hypothèse que les travailleurs décident de sacrifier des camarades afin de préserver leurs principaux dirigeants, mais une résolution si délicate ne pouvait être prise que lors d'une assemblée ou, du moins, lors d'une réunion de toute la direction du syndicat. Toutefois, ni l'un ni l'autre n'a été fait. La résolution de mettre les 5 noms des licenciés sur la liste des 14 a été prise par un secteur de la direction (l'exécutif), sans la participation des 5 membres écartés de la liste, qui pouvaient alors être licenciés.

Deux camarades de la liste 2 (de l'opposition), furieux de ce nouvel outrage bureaucratique, ont entamé une action en justice pour mettre en question l'échange des 5 délégués, faisant valoir précisément le caractère antidémocratique de la décision.

Ce fut une grosse erreur de ces camarades : il y avait, bien sûr, un nouvel abus bureaucratique ; mais si la juge donnait suite à cette demande des deux camarades de l'opposition, les patrons auraient la légalité pour licencier de nouveau les 5 délégués.

L'erreur évidente de ces deux camarades de l'opposition a été utilisée par CST / *Unidos* pour lancer leur campagne internationale de dénonciation. Mais le plus étonnant de cette campagne est qu'elle n'a pas été dirigée contre ces deux camarades, ni contre la liste de l'opposition, mais essentiellement contre le PSTU, CSP-Conlutas et la LIT. Il faut savoir que ces organisations, ayant pris connaissance de l'action en justice par ces deux camarades, ont manifesté que c'était une erreur de présenter cette action, car il fallait se battre pour la stabilité de tous les camarades, et elles ont proposé de retirer l'action. L'ensemble de la liste 2 a accepté cette proposition et les deux camarades ont retiré l'action avant qu'elle n'ait été analysée par la justice, de sorte qu'elle n'a eu aucune conséquence sur le plan juridique et légal dans le processus de licenciements.

Qu'en est-il de la liste du PSTU / LIT ? Qu'en est-il de l'accord de la « liste du PSTU » avec les patrons de Johnson & Johnson ?

**La calomnie utilisée comme arme politique**

La calomnie systématique, utilisée comme arme politique, est une « contribution » du stalinisme.

Le trotskysme, en tant que courant international, est né dans la lutte contre les calomnies

stalinienne, mais la faiblesse de notre mouvement a toutefois fait que de grandes sections de celui-ci ont cédé au stalinisme sur le terrain de la méthodologie, à tel point que notre courant international, fondé par Nahuel Moreno, est né dans la lutte contre les calomnies, non seulement du stalinisme, mais d'organisations et de dirigeants « trotskystes ».

Nahuel Moreno a commencé son activité militante en 1941 dans une petite organisation, appelée LOR, dirigé par Liborio Justo. Peu de temps après y être entré, il a formulé plusieurs critiques, et la réponse de Liborio Justo fut d'annoncer, par le biais d'un tract, que Nahuel Moreno avait été expulsé de la LOR pour être « délateur de la police ».

Comme résultat de cette calomnie, le jeune Nahuel Moreno (qui avait alors 18 ans) est entré dans une crise profonde, au point – comme il a raconté bien des années plus tard – de penser sérieusement à se suicider.

C'est peut-être une des raisons qui ont conduit Moreno à se battre si décidément, tout au long de sa vie, contre les calomnies au sein du mouvement trotskyste, au point que, quand il a fondé notre organisation internationale, la LIT-QI, il l'a fait en s'opposant à une autre campagne de diffamation de la part d'un dirigeant trotskyste, Pierre Lambert, qui accusait le Péruvien Ricardo Napurí de voler de l'argent de son parti.

### **Quel est le rôle du CST et de l'UIT dans cette campagne de calomnies ?**

Toutes les organisations révolutionnaires sont soumises à des pressions énormes et nous ne devons donc pas nous étonner que toutes sortes de déviations y apparaissent. Dans les sections de la LIT, par exemple, il y a eu des déviations bureaucratiques dans des syndicats dirigés par nos camarades. Il y a eu des problèmes de morale impliquant des dirigeants. Il y a eu des cas de diffamation, de vol, de machisme...

Nos organisations ne vivent pas dans une tour d'ivoire. Elles sont soumises à toutes les pressions de la société capitaliste pourrie dans laquelle nous vivons, ce qui fait que tant de camarades, et même des organisations, succombent à ces pressions.

Mais nous ne jugeons pas les organisations, nationales ou internationales, en fonction des problèmes, même très sérieux, qui y existent. Nous les jugeons par ce qu'elles font pour s'attaquer à ces problèmes.

Par exemple, il y a quatre ans, le PSTU était actif dans le syndicat de la chimie de San Jose dos Campos. Qui plus est, un cadre important du parti (à un moment, membre du Comité Central) était dans la direction du syndicat. Ce camarade a passé un accord avec les patrons pour quitter l'entreprise en échange d'une importante somme d'argent. Il a vendu aux patrons son mandat syndical, qui n'était pas de sa propriété, mais des travailleurs qui l'avaient élu.

La direction du PSTU, soutenue par la LIT-QI, l'a expulsé de ses rangs.

C'est pourquoi nous sommes fiers du PSTU. Non pas parce qu'il n'y a pas de problèmes dans notre section brésilienne. Nous en sommes fiers pour la façon dont elle a fait face à ces problèmes.

Il y a lieu maintenant de se demander ce que vont faire le CST et l'UIT avec ses militants qui sont dans la direction du syndicat de la chimie. Quelle sanction vont-ils recevoir pour cette campagne de calomnies, menée à l'échelle nationale et internationale ? Quelle sanction vont-ils recevoir pour avoir falsifié un document, et cela afin de prendre le contrôle de l'argent du syndicat, ni plus ni moins ?

Il est exclu qu'ils fassent quoi que ce soit, parce que c'est le CST au Brésil et l'UIT à

l'échelle internationale qui sont à la tête de cette campagne de calomnies.

Ce fut douloureux pour nous de le constater, mais nous n'avons pas été surpris.

Ce fut douloureux, car nous n'avons pas perdu l'espoir que cette organisation internationale tire les leçons de ses actions du passé.

Au début des années '90, les dirigeants actuels de l'UIT ont été parmi ceux qui, en Argentine, ont rompu avec le MAS, le principal parti trotskiste dans le monde à cette époque, avec une méthodologie stalinienne. Pour mettre en œuvre la rupture, ils ont pris d'assaut le siège du MAS et l'ont confisqué. Au Brésil, ils n'ont pas occupé les sièges, mais ils ont aussi utilisé une méthodologie répugnante : pour diviser le parti, ils ont construit une fraction secrète.

L'UIT, construite après les faits que nous venons de mentionner, a comme marque de naissance cette méthode du « tout est permis ».

### **Aux militants du CST du Brésil, de l'IS de l'Argentine et du reste de l'UIT qui veulent réfléchir**

Récemment encore, la direction de l'UIT considérait la LIT-QI comme étant l'organisation internationale moréniste la plus importante, en dépit de ses différences, à tel point que, pendant plusieurs mois, nous avons testé la possibilité d'unifier nos organisations. Actuellement, l'UIT se trouve à la tête d'une campagne, à l'échelle internationale, visant à recueillir des signatures pour dénoncer la LIT-QI, ainsi que sa section principale, le PSTU, comme une organisation de traîtres.

Comment est-il possible que l'organisation trotskyste-moréniste la plus importante dans le monde soit devenue une organisation de traîtres en si peu de temps ?

Comment est-il possible que ce changement ait eu lieu sans l'existence d'une lutte acharnée entre factions au sein de ces organisations ?

Quelle est l'explication, marxiste, que la direction de l'UIT donne pour cette transformation ? Elle n'en donne aucune. Elle se limite à recueillir des signatures pour condamner les « traîtres » du PSTU, de la LIT et de CSP-Conlutas.

Le PSTU a publié des données très similaires aux nôtres sur ce qui s'est passé au sein du syndicat des produits chimiques. Quelle a été la réponse du CST et de l'UIT ? Aucune. Ils se sont limités à continuer à dénoncer allègrement les « traîtres » du PSTU, de la LIT et de CSP-Conlutas .

### **Comment est-il possible que l'UIT ne réponde pas aux allégations graves que nous faisons ?**

Nous disons, preuves à l'appui, que le CST et l'UIT sont le fer de lance d'une campagne internationale de diffamation.

Nous défions la direction de l'UIT de dire si ce que nous disons est vrai ou faux.

Est-il vrai ou faux qu'il n'y avait pas de liste ou de militants du PSTU ou de la LIT parmi les travailleurs de la chimie lors des élections dans ce syndicat ?

Est-il vrai ou faux qu'il s'agissait d'une mise en question, de la part d'un nombre important de délégués syndicaux, de la gestion de la majorité du syndicat, qui est entre les mains du CST / UIT ?

Est-il vrai ou faux que cette direction a été mise en question, entre autres choses, pour avoir falsifié un compte-rendu d'une réunion qui n'avait pas existé, afin de prendre le contrôle de l'argent du syndicat ?

Est-il vrai ou faux que CSP-Conlutas et le PSTU ont proposé à la majorité de la direction de former une liste unitaire, élue démocratiquement à la base, pour faire face avec plus de force aux patrons qui avaient l'intention de virer plusieurs délégués du syndicat ?

Est-il vrai ou faux que les militants du CST ont refusé de former une liste unitaire, démocratique, pour faire face aux licenciements des patrons ?

Est-il vrai ou faux que, lorsque deux membres de l'opposition ont déposé une plainte en justice qui pouvait éventuellement faciliter le licenciement de certains camarades, le PSTU et CSP-Conlutas sont intervenus en disant qu'il fallait défendre tous les camarades et qu'ils devaient donc retirer la requête en justice ?

Est-il vrai ou faux qu'à partir de l'intervention du PSTU et de CSP-Conlutas, toute l'opposition a accepté cette proposition et que les deux camarades ont retiré leur requête en justice, avant que celle-ci n'ait été analysée ?

Est-il vrai ou faux que l'opposition, le PSTU et CSP-Conlutas ont proposé, face à la campagne de dénigrement, de faire une assemblée pour établir la vérité ?

Est-il vrai ou faux que la majorité de la direction du syndicat a refusé de convoquer cette assemblée ?

La direction de l'UIT a l'obligation de répondre à ces neuf questions, faute de quoi l'UIT se condamne elle-même comme étant une organisation de calomniateurs.

Nous faisons un appel aux camarades et amis de l'UIT qui ont signé la campagne contre le PSTU et la LIT, sans connaissance réelle des faits, pour qu'ils réfléchissent sur ce qu'ils ont fait. Nul ne peut être critiqué pour avoir signé une certaine déclaration sur base de la confiance politique. Mais ce qu'ils ont signé n'est pas une simple déclaration. Il s'agit d'une campagne de calomnies et il est inacceptable que, par confiance politique, un tel attentat contre la morale prolétarienne soit perpétré.

Après avoir lu la présente déclaration, les camarades qui ont soutenu cette campagne de calomnie avec leur signature sauront comment procéder. Et à ceux qui continuent à croire que les allégations contre le PSTU et la LIT sont vraies, nous demandons, ou plutôt nous exigeons, de répondre aux neuf questions que nous posons à la direction de l'UIT.

Le Comité exécutif international de la LIT-QI  
São Paulo, le 20 mai 2012

---

<sup>1</sup> Le courant trotskyste-moréniste *Convergencia Socialista* (CS) proposa en 1979, lors du Xe congrès des métallos de São Paulo, la formation d'un « Parti des travailleurs » (PT), les deux principaux dirigeants étant José Maria de Almeida, actuellement dirigeant du PSTU, et Lula Ignacio da Silva. Par la suite, CS a constitué une tendance interne du PT jusqu'en 1992. En cette année, face au refus du PT de faire campagne contre le Président autoritaire Fernando Collor, un secteur de CS est sorti du PT et a constitué le Partido Socialista dos Trabalhadores, devenu plus tard, avec l'incorporation d'autres groupes, le *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado* (PSTU). Un secteur minoritaire de CS considérait en ce moment la rupture avec le PT prématuré et constitua alors *Corrente Socialista dos Trabalhadores* (CST) dans le PT. La crise des années 90 dans la LIT-QI donna lieu, entre autres, à une autre organisation trotskyste-moréniste internationale, la *Unidad Internacional de los Trabajadores* (UIT), à laquelle adhère le CST. Celui-ci finit par rompre aussi avec le PT, et en 2004, il est un des promoteurs du *Partido Socialismo e Liberdade* (PSOL), dont il constitue une tendance interne. *CSP-Conlutas* est une initiative récente de coordination syndicale et populaire, soutenue par le PSTU. Le PSOL, qui participa initialement à la constitution de Conlutas, a rompu avec elle en 2010, constituant alors la *Intersindical*. Le courant syndical *Unidos para lutar* adhère à la *Intersindical*.